

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mars 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Ministre pour l'Entreprise et la Simplification,  
V. VAN QUICKENBORNE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
S. DE CLERCK

—  
Note

(1) *Session ordinaire 2008-2009.*

Chambre des représentants.

Documents parlementaires. – Projet de loi, n° 1449/1. – Amendements, n° 1449/2. – Amendements, n° 1449/3. – Rapport fait au nom de la commission, n° 1449/4. – Amendements déposés en séance plénière, n° 1449/5. – Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 1449/6.

*Compte rendu intégral* : 8 janvier 2009.

Sénat.

Documents parlementaires. – Projet évoqué par le Sénat, n° 4-1097/1. Amendements, n° 4-1097/2. – Rapport fait au nom de la commission, n° 4-1097/3. – Décision de ne pas amender, n° 4-1097/4. Annales du Sénat : 5 février 2009.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 maart 2009.

ALBERT

Par le Roi :

De Minister voor Ondernemen en Vereenvoudigen  
V. VAN QUICKENBORNE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
S. DE CLERCK

—  
Nota

(1) *Gewone zitting 2008-2009.*

Kamer van volksvertegenwoordigers.

Parlementaire bescheiden. – Wetsontwerp, nr. 1449/1. – Amendementen, nr. 1449/2. – Amendementen, nr. 1449/3. – Verslag namens de Commissie, nr. 1449/4. – Amendementen ingediend in de plenaire vergadering, nr. 1449/5. – Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 1449/6.

*Integraal Verslag* : 8 januari 2009.

Senaat.

Parlementaire bescheiden. – Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, nr. 4-1097/1. – Amendementen, nr. 4-1097/2. – Verslag namens de Commissie, nr. 4-1097/3. – Beslissing om niet te amenderen, nr. 4-1097/4. Handelingen van de Senaat : 5 februari 2009.

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2009 — 1575

[C – 2009/11157]

26 AVRIL 2009. — Arrêté royal portant mise en œuvre d'un système d'identification et de traçabilité des explosifs à usage civil

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflagrer et aux engins qui en sont chargés, l'article 1<sup>er</sup>;

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs;

Vu l'avis 46.129/1 du Conseil d'Etat, donné le 2 avril 2009, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre pour l'Entreprise,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2008/43/CE de la Commission du 4 avril 2008 portant mise en œuvre, en application de la directive 93/15/CEE du Conseil, d'un système d'identification et de traçabilité des explosifs à usage civil.

**Art. 2.** Le présent arrêté ne s'applique pas :

1° aux explosifs transportés et livrés hors conditionnement ou en camion pompe pour déchargement direct dans le trou de mine;

2° aux explosifs qui sont fabriqués sur les sites de mine et chargés directement après avoir été fabriqués ("production sur site");

3° aux munitions.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Les entreprises spécialisées dans les explosifs qui fabriquent ou importent des explosifs ou encore assemblent des détonateurs apposent une identification unique sur les explosifs et sur chaque unité élémentaire d'emballage.

Lorsqu'un explosif fait l'objet d'autres processus de fabrication, les fabricants ne sont pas tenus d'apposer une nouvelle identification unique sur l'explosif, à moins que l'identification unique originale n'apparaisse plus conformément à l'article 4.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2009 — 1575

[C – 2009/11157]

26 APRIL 2009. — Koninklijk besluit tot instelling van een systeem voor de identificatie en de traceerbaarheid van springstoffen voor civiel gebruik

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen, artikel 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen;

Gelet op het advies 46.129/1 van de Raad van State, gegeven op 2 april 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister voor Ondernemen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2008/43/EG van de Commissie van 4 april 2008 tot instelling van een systeem voor de identificatie en de traceerbaarheid van springstoffen voor civiel gebruik overeenkomstig richtlijn 93/15/EEG van de Raad.

**Art. 2.** Dit besluit is niet van toepassing op :

1° springstoffen die onverpakt of in pompwagens worden vervoerd en geleverd om rechtstreeks in het schietgat te worden gelost;

2° springstoffen die worden vervaardigd op de plaats waar zij tot ontploffing worden gebracht en die nadat zij geproduceerd zijn, onmiddellijk worden geladen (« productie ter plaatse »);

3° munitie.

**Art. 3. § 1.** Ondernemingen gespecialiseerd in springstoffen en die springstoffen produceren of invoeren of nog ontstekers monteren, brengen een unieke identificatie aan op de springstoffen en op elke kleinste verpakkingseenheid.

Indien een springstof verdere fabricageprocessen moet ondergaan, hoeven de producenten geen nieuwe unieke identificatie op de springstof aan te brengen, tenzij de oorspronkelijke unieke identificatie niet langer overeenkomstig artikel 4 aangebracht is.

§ 2. Le paragraphe 1<sup>er</sup> ne s'applique pas lorsque l'explosif est fabriqué à des fins d'exportation et qu'il comporte une marque d'identification conforme aux exigences du pays d'importation, assurant la traçabilité de l'explosif.

§ 3. L'identification unique comprend les éléments décrits en annexe du présent arrêté.

§ 4. Chaque site de production établi en Belgique se voit attribuer un code à trois chiffres par le Service Réglementation Explosifs et Gaz de la Direction Générale Qualité et Sécurité du Service Public Fédéral Economie, P.M.E., Classes Moyennes et Energie, ci-après dénommé « le Service Réglementation Explosifs et Gaz ».

§ 5. Lorsque le site de production est situé en dehors de la Communauté, le producteur établi en Belgique contacte le Service Réglementation Explosifs et Gaz pour faire attribuer un code au site de production.

Lorsque le site de production est situé en dehors de la Communauté et que le producteur n'est pas établi dans la Communauté, l'importateur en Belgique des explosifs concernés contacte le Service Réglementation Explosifs et Gaz pour faire attribuer un code au site de production.

§ 6. Les distributeurs qui reconditionnent des explosifs s'assurent que l'identification unique est fixée à l'explosif et à l'unité d'emballage élémentaire.

**Art. 4.** La marque d'identification unique est inscrite lisiblement ou fixée fermement et durablement sur l'article concerné, de manière à être bien lisible.

Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions règle les modalités techniques pour l'identification unique, notamment la façon spécifique d'indiquer l'identification unique, l'endroit ou les endroits où l'identification unique doit être apposée sur les articles ou sur leur emballage.

Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions peut permettre l'apposition supplémentaire de labels électroniques inertes passifs, dans ce cas le ministre règle les modalités pour l'apposition desdits labels.

**Art. 5.** L'article 211 de l'arrêté royal du 23 septembre 1958 portant règlement général sur la fabrication, l'emmagasinage, la détention, le débit, le transport et l'emploi des produits explosifs, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 211. § 1<sup>er</sup>. Un agent désigné à cet effet inscrit, jour par jour, sans blancs ni ratures, sur un registre spécial coté et parafé par l'autorité locale, les quantités des différentes sortes d'explosifs entrées et sorties du magasin.

Ce registre mentionne la date, la nature et la quantité des produits, les lieux de provenance ou de destination et, le cas échéant, le nom de l'expéditeur et les nom, prénoms, domicile et profession du destinataire.

Ce registre est visé et signé à chaque inspection de l'établissement, tant par les délégués du gouvernement que par les membres du collège échevinal; à cet effet, il leur est présenté sur leur réquisition.

§ 2. Dans les dépôts affectés à la distribution, la balance est faite chaque jour; dans les autres dépôts, elle est faite toutes les semaines.

§ 3. De plus, afin d'être en mesure de suivre les explosifs d'une telle manière que le détenteur des explosifs puisse être identifié à tout moment, les entreprises du secteur des explosifs à usage civil, à l'exception des explosifs énumérés à l'article 2 de l'arrêté royal du 26 avril 2009 portant mise en œuvre d'un système d'identification et de traçabilité des explosifs à usage civil, remplissent les obligations suivantes :

1° mentionner dans le registre visé au § 1<sup>er</sup> l'ensemble des numéros d'identification des explosifs, de même que toute information pertinente, y compris le type d'explosif et le nom de l'entreprise ou de la personne qui en a la charge;

2° répertorier le lieu où est entreposé chaque explosif lorsqu'il est en leur possession ou lorsqu'elles en ont la charge, et ce jusqu'à son transfert ou son utilisation;

3° soumettre régulièrement leur système de collecte de données à des essais afin de s'assurer de son efficacité et de la qualité des données enregistrées;

4° enregistrer et conserver les données collectées, y compris les numéros d'identification unique pendant une période de dix ans à compter de la livraison ou de la dernière date connue après la fin de la durée de vie de l'explosif;

5° protéger les données collectées contre tout dommage ou destruction accidentelle ou délibérée;

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing indien de springstof voor uitvoer wordt geproduceerd en indien ze een identificatiemerkteken draagt overeenkomstig de vereisten van het land van invoer, zodat de springstof traceerbaar is.

§ 3. De unieke identificatie bestaat uit de in de bijlage bij dit besluit beschreven gegevens.

§ 4. Elke productielocatie gevestigd in België krijgt een code van drie cijfers toegewezen door de Dienst Reglementering Springstoffen en Gas van de Algemene Directie Kwaliteit en Veiligheid van de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie, hierna « de Dienst Reglementering Springstoffen en Gas » genoemd.

§ 5. Indien de productielocatie buiten de Gemeenschap gevestigd is, neemt de in België gevestigde producent contact op met de Dienst Reglementering Springstoffen en Gas opdat de productielocatie een code toegewezen krijgt.

Indien de productielocatie buiten de Gemeenschap gevestigd is en de producent niet in de Gemeenschap gevestigd is, neemt de invoerder in België van de springstoffen in kwestie contact op met de Dienst Reglementering Springstoffen en Gas opdat de productielocatie een code toegewezen krijgt.

§ 6. Distributeurs die springstoffen van een nieuwe verpakking voorzien, verzekeren dat de unieke identificatie op de springstof en op de kleinste verpakkingseenheid aangebracht werd.

**Art. 4.** De unieke identificatie wordt op duurzame wijze en duidelijk leesbaar op het artikel gemarkeerd of stevig op het artikel bevestigd.

De Minister bevoegd voor Economie regelt de nadere technische regels voor de unieke identificatie, waaronder de specifieke wijze waarop de unieke identificatie moet worden aangebracht, de plaats of plaatsen waar de unieke identificatie moet worden aangebracht op de artikelen of hun verpakking.

De Minister bevoegd voor Economie kan het bijkomend aanbrengen van passieve, inerte elektronische merken toelaten, in welk geval de minister de regels voor het aanbrengen van deze merken bepaalt.

**Art. 5.** Artikel 211 van het koninklijk besluit van 23 september 1958 houdende algemeen reglement betreffende het fabriceren, opslaan, onder zich houden, verkopen, vervoeren en gebruiken van springstoffen, wordt vervangen als volgt :

« Art. 211. § 1. Een daartoe aangestelde bediende schrijft, dag na dag, in een bijzonder door de plaatselijke overheid genummerd en geparaféerd register, zonder tussenruimtes of doorhalingen in hoeveel springstoffen van iedere soort in en uit het magazijn zijn gegaan.

Dit register vermeldt de datum, de aard en de hoeveelheid van de producten, de plaats van herkomst of van bestemming en, in voorkomend geval, de naam van de afzender en de naam, de voornamen, de woonplaats en het beroep van de geadresseerde.

Dit register wordt bij elk inspectiebezoek aan de inrichting zowel door de gemachtigden van de regering als door de leden van het schepencollege gevisieerd en ondertekend. Te dien einde wordt het hen op hun aanvraag aangeboden.

§ 2. In opslagplaatsen die voor de uitreiking bestemd zijn, wordt de balans dagelijks opgemaakt; in de andere opslagplaatsen wekelijks.

§ 3. Teneinde in staat te zijn de springstoffen op dusdanige wijze te volgen dat de houder van de springstoffen te allen tijde kan worden geïdentificeerd, komen de ondernemingen in de sector van de springstoffen voor civiel gebruik, met uitzondering van springstoffen die zijn opgenomen in artikel 2 van het koninklijk besluit van 26 april 2009 tot instelling van een systeem voor de identificatie en de traceerbaarheid van springstoffen voor civiel gebruik, bijkomend de volgende verplichtingen na :

1° in het register bedoeld in § 1 alle identificatiegegevens van de springstoffen vermelden met alle nuttige informatie, waaronder het type springstof en de naam van de onderneming of de persoon die de springstoffen in bewaring heeft gekregen;

2° de locatie van alle springstoffen bijhouden zolang zij deze in hun bezit of in bewaring hebben, totdat de springstoffen naar een andere onderneming worden overgebracht of worden gebruikt;

3° hun systeem voor gegevensverzameling regelmatig testen om de effectiviteit ervan te garanderen en de kwaliteit van de opgeslagen gegevens te controleren;

4° de verzamelde gegevens, waaronder de unieke identificatie, registreren en bijhouden gedurende tien jaar na de levering of, voor zover bekend, na het einde van de levenscyclus van de springstof;

5° de verzamelde gegevens beschermen tegen accidentele of opzettelijke beschadiging of vernietiging;

6° fournir, à la demande, aux agents désignés à l'article 2 de la loi du 28 mai 1956 relative aux substances et mélanges explosibles ou susceptibles de déflager et aux engins qui en sont chargés, les informations concernant le lieu d'origine et le lieu où est entreposé chaque explosif pendant sa durée de vie et tout au long de la chaîne logistique;

7° fournir aux agents cités au point 6, les coordonnées d'une personne susceptible de fournir les données visées au point 6 en dehors des heures d'ouverture normales des bureaux.

Pour les besoins du point 4, les séries ininterrompues de numéros d'identification peuvent être désignées en bloc par les numéros extrêmes.

Pour les besoins du point 4, les entreprises conservent les registres spéciaux conformes aux dispositions existantes en ce qui concerne les explosifs fabriqués ou importés avant le 5 avril 2012.

En cas de cessation d'activités, les enregistrements des données collectées sont déposés auprès du bourgmestre qui les dépose aux archives communales.

§ 4. Le registre visé au § 1<sup>er</sup> peut être remplacé par un système de gestion informatisée. Lorsque cette possibilité est retenue par l'entreprise ou l'exploitant du dépôt, ceux-ci le notifient par écrit à l'autorité locale et en gardent la preuve. »

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 5 avril 2012.

**Art. 7.** Le Ministre qui a l'Economie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 avril 2009.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise,  
V. VAN QUICKENBORNE

6° desgevraagd de ambtenaren vernoemd in het artikel 2 van de wet van 28 mei 1956 betreffende de ontplofbare en voor de deflagratie vatbare stoffen en mengsels en de daarmee geladen tuigen, informatie verstrekken over de oorsprong en de locatie van alle springstoffen, in alle stadia van de levenscyclus van de springstoffen en van de toeleveringsketen;

7° de ambtenaren vermeld in punt 6 de naam en contactgegevens meedelen van een persoon die de onder punt 6 vermelde gegevens buiten de normale kantooruren kan verstrekken.

Ten behoeve van punt 4 mogen aaneensluitende reeksen identificatienummers ineens door het eerste en het laatste nummer worden aangeduid.

Ten behoeve van punt 4 houden de ondernemingen de speciale registers bij in overeenstemming met de bestaande bepalingen betreffende de springstoffen die vóór 5 april 2012 geproduceerd of ingevoerd worden.

In geval van stopzetting van activiteiten worden de registraties van de verzamelde gegevens afgegeven bij de burgemeester die deze geeft aan de gemeentelijke archieven.

§ 4. Het register bedoeld in § 1 kan vervangen worden door een elektronisch beheersysteem. Wanneer de onderneming of de exploitant van de opslagplaats voor deze mogelijkheid kiezen, stellen zij hiervan de lokale autoriteit schriftelijk in kennis en bewaren hiervan het bewijs. »

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 5 april 2012.

**Art. 7.** De Minister bevoegd voor Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 april 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen,  
V. VAN QUICKENBORNE

#### Annexe

#### Données requises pour l'identification unique

Le numéro d'identification unique comportera :

1° une partie lisible à l'œil nu contenant les éléments suivants :

a) le nom du fabricant;

b) un code alphanumérique comportant :

i) les 2 lettres BE si le lieu de production ou d'importation est en Belgique,

ii) 3 chiffres identifiant le nom du site de production attribué par le Service Réglementation Explosifs et Gaz,

iii) le code produit unique et les informations logistiques conçues par le fabricant;

2° un numéro d'identification lisible par voie électronique en code barre et/ou format code matrice se rapportant directement au code d'identification alphanumérique.

Exemple :

*Alfa Explosives Limited*



AT 023 100806 B 34512 345101

3° Lorsqu'il n'est pas possible d'apposer le code produit unique ou les informations logistiques conçues par le fabricant sur un article parce que celui-ci est trop petit, les données visées aux points 1 b) i), 1 b) ii) et 2 seront jugées suffisantes.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 26 avril 2009 portant mise en œuvre d'un système d'identification et de traçabilité des explosifs à usage civil.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre pour l'Entreprise,

V. VAN QUICKENBORNE

Bijlage

Vereiste gegevens voor de unieke identificatie

De unieke identificatie omvat :

1° een door de mens leesbaar deel van de identificatie, dat het volgende omvat :

(a) de naam van de producent;

(b) een alfanumerieke code, die het volgende omvat :

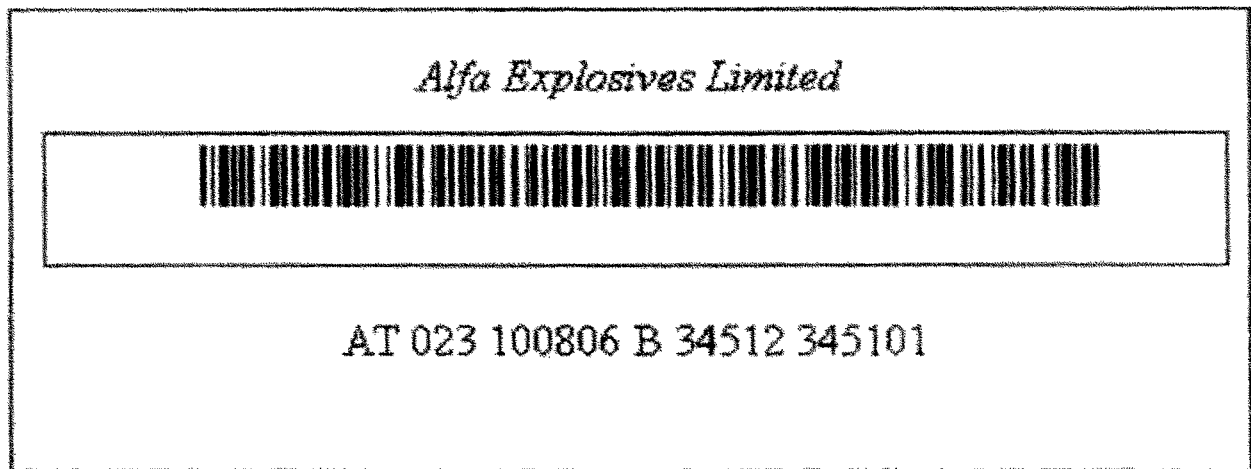
i) twee letters ter identificatie van de lidstaat (plaats van productie of invoer in de Gemeenschap, bv. AT = Oostenrijk);

ii) drie cijfers ter identificatie van de naam van de productielocatie (toegekend door de nationale autoriteiten);

iii) de unieke productcode en de logistieke informatie van de producent;

2° een elektronisch leesbare identificatie in de vorm van een streepjes- of matrixcode die rechtstreeks verband houdt met de alfanumerieke identificatiecode.

Voorbeeld :



3° Wat betreft producten die te klein zijn om er de unieke productcode en de logistieke informatie van de producent op aan te brengen, wordt de in punt 1, onder b) i) en b) ii), en punt 2 vermelde informatie toereikend geacht.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 26 april 2009 tot instelling van een systeem voor de identificatie en de traceerbaarheid van springstoffen voor civiel gebruik.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister voor Ondernemen,

V. VAN QUICKENBORNE